

1/Mais pourquoi les administrations publiques s'endettent-elles ?

Chaque année, ces administrations publiques perçoivent des ressources (impôts et taxes, et autres recettes non fiscales) et payent des dépenses pour la collectivité (salaires, fournitures, prestations...). Lorsque ces dépenses sont supérieures aux recettes, un déficit est constaté. Pour financer ce déficit, les administrations publiques doivent s'endetter. Concrètement, elles se trouvent dans ce cas dans la même situation qu'un ménage qui serait contraint d'emprunter, ses ressources étant inférieures à ses dépenses. Toutefois, à la différence d'un ménage, les administrations publiques n'empruntent généralement pas auprès d'une banque, mais émettent des titres, essentiellement des obligations, sur les marchés. Elles s'engagent à rembourser ces obligations, en payant des intérêts, à une date future. Si les administrations publiques sont en déficit pendant plusieurs années, leur dette augmente.

2/Pourquoi les déficits et les dettes explosent-ils ?

Les dépenses sont de plus en plus fortes car les besoins augmentent dans tous les domaines. Par exemple, face à la montée du chômage, les populations exigent de l'Etat une meilleure protection, le versement d'indemnités. En termes de sécurité, la montée de la délinquance et le risque des attentats islamistes obligent les Etats à renforcer leur sécurité intérieure. Par ailleurs, les dépenses de santé ne cessent d'augmenter, l'espérance de vie augmente, les maladies sont mieux soignées, on vit plus longtemps. Enfin, les dépenses d'éducation sont également très élevées,

Des recettes qui diminuent pour l'Etat :

Dans une économie mondialisée où les entreprises doivent être compétitives, l'Etat ne peut augmenter sans cesse les impôts. Un processus de baisse d'impôts et de charges sur les entreprises est même engagé par de nombreux Etats pour rendre les entreprises encore plus compétitives. Par conséquent, les impôts, donc les recettes, sont en diminution dans de nombreux pays. Comme dans le même temps, les dépenses augmentent, les Etats ne parviennent plus à avoir des budgets équilibrés, les dettes s'envolent.

Augmenter les recettes et diminuer les dépenses :

Economiquement, les solutions existent, mais elles sont socialement difficiles, car impopulaires. L'Etat doit d'abord augmenter les recettes. Pour les hommes politiques de droite, les recettes supplémentaires doivent provenir de la croissance économique : plus la richesse produite augmente, plus les entrées fiscales sont fortes (plus d'impôts payés par de nouveaux salariés, hausse des recettes de la TVA, etc.). Pour les hommes politiques de gauche, les recettes supplémentaires peuvent provenir d'une augmentation des impôts des plus riches.

Parallèlement à ces hausses de recette, l'Etat doit diminuer ses dépenses. Généralement, c'est la solution la plus impopulaire car cela signifie qu'on va diminuer le nombre de fonctionnaires, fermer des services publics, diminuer l'offre d'éducation, moins rembourser les dépenses de santé.

Les pays anglo-saxons ont déjà emprunté cette voie. Les monopoles d'Etat ont disparu, de plus en plus de secteurs tombent dans le secteur privé (les transports en Angleterre, la santé aux Etats-Unis). Revers de la médaille : la notion de service public n'existe quasiment plus, les inégalités se creusent entre ceux qui peuvent payer ces services et ceux qui n'ont pas les moyens d'y avoir accès.

3/Pourquoi donc réduire la dette ?

Le principal inconvénient d'un recours accru à la dette est en fait social : l'Etat emprunte aux riches et leur paie des intérêts importants sur le dos de l'ensemble du budget, qui est essentiellement financé par la TVA, c'est à dire par les plus modestes. L'endettement est donc souvent une manière injuste de financer des priorités budgétaires.

A long terme, la dette publique est variable et la production tend vers son niveau potentiel.

La dette publique et son évolution ont un impact sur la formation du capital et sur la consommation des générations futures. C'est le « **fardeau de la dette** ».

A long terme, on s'intéresse à l'ampleur des effets de la dette publique sur la croissance économique et sur les consommations respectives des générations présentes et futures.

4/La dette publique élevée diminuera-t-elle le niveau de vie de la génération futur ?

La question soulève trois problèmes spécifiques :

- Ø Les difficultés d'assurer le service d'une dette importante,
- Ø Les inefficacités associées au prélèvement des impôts pour verser l'intérêt sur la dette,
- Ø La croissance économique moindre du fait qu'une dette importante ralentit l'accumulation